

# LA GRANDE RELEVE

des hommes par la science

Mensuel de réflexion socio-économique fondé en 1934 par Jacques Duboin

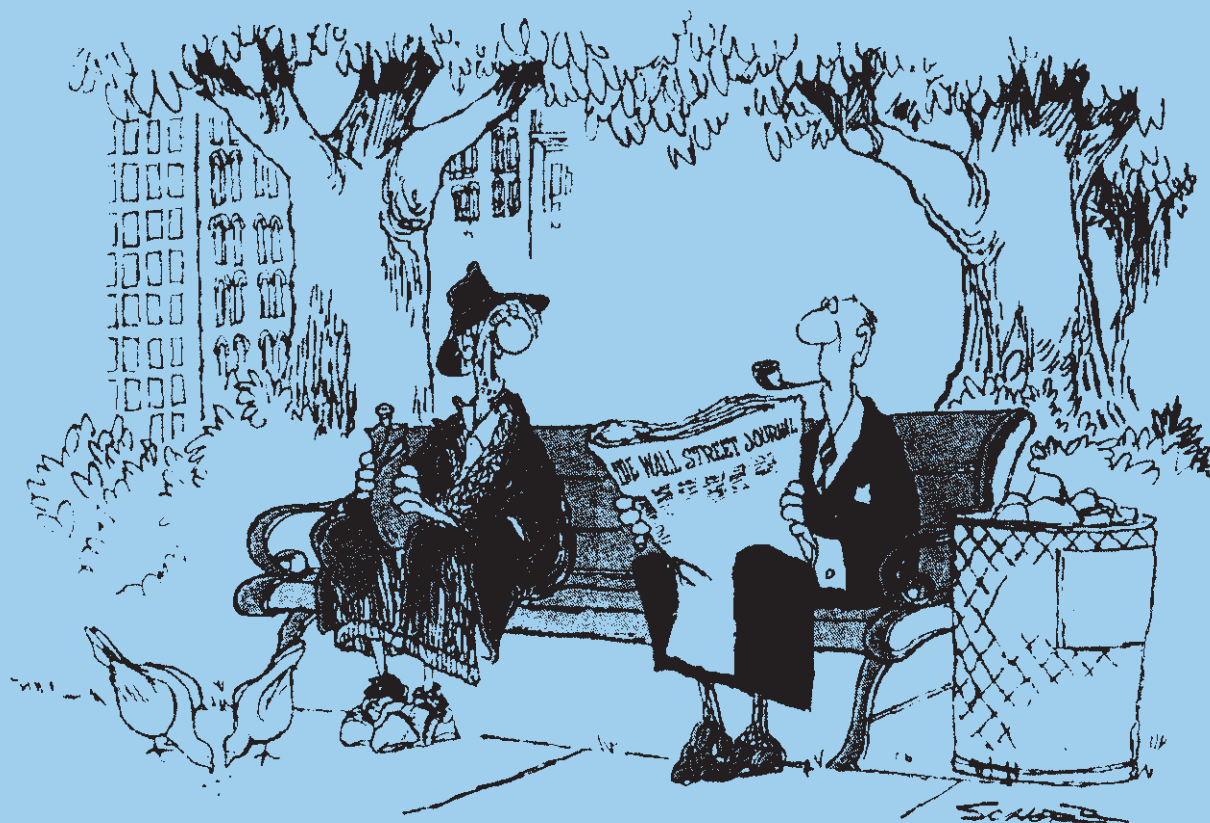
DANS CE NUMÉRO :

**J-P MON**  
démystifie les conditions d'emplois  
des ingénieurs aux États-Unis

Que ferez-vous des gens  
insuffisamment qualifiés ?  
nous demande le journaliste  
**P. BOULET-GERCOURT**

Où va l'argent ? questionne  
**D. KESSOUS.**

La loi de l'offre et de la demande,  
c'est la loi de la faim,  
comme le montre **B. GILDAT.**



— J'ai d'abord été keynésien,... puis monétariste,... puis partisan de l'offre... Maintenant, je suis SDF.

N° 942 - mars 1995

Directrice de la publication :  
**Marie-Louise DUBOIN**

Rédacteur en chef :  
**Jean-Pierre MON**

Diffusion et relations extérieures :  
**André PRIME**  
**Djémil KESSOUS**

\*  
*Rédacteurs (tous bénévoles) :  
les abonnés qui le souhaitent.  
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture  
et ne sont pas renvoyés.*

\*  
Impression : R. PERNEL  
Commission paritaire N° 57434.  
Diffusé par les N.M.P.P.

#### TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France.....	130	FF
Abonnement d'essai (6 mois) .....	70	FF
Abonnement de soutien (2 n°).....	200	FF
Abonnement de propagande : 5 n° mensuels	250	FF
10 n° mensuels	350	FF
Europe.....	175	FF

(Par avion, nous consulter)

#### Règlements :

par CCP : " La Grande Relève", n° 13 402.39 M Paris,  
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :

**LA GRANDE RELEVÉ**

B.P. 108, 78110 LE VÉSINET.

*Ce journal survit grâce à la souscription permanente  
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"  
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal  
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens  
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.*

#### TÉLÉPHONE

*les mardi et jeudi, de 15 à 18 heures,  
(16) 1 30 71 58 04*

**La presse classique ne propose rien.  
Pour en sortir,  
offrez donc à vos amis  
un abonnement à La Grande Relève !**

♦ *Pour faire réfléchir autour de vous :*

### **KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance**

un livre plein d'humour, écrit par Jacques DUBOIN en 1935, dans un style caustique, et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F, franco).

### **L'ÉCONOMIE LIBÉRÉE**

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant (en décembre 1985) les thèses distributistes.  
Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques (22 F, franco).  
Une petite brochure à diffuser largement.

♦ *Pour votre réflexion personnelle :*

### **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000**

livre du même auteur. Se lit comme un roman pour faire comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails (Edition Syros, 85 F, franco).

♦ *Pour animer une discussion :*

### **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN**

par André PRIME, reproduisant le texte d'une conférence, dans le style de la conversation (20 F, franco).

♦ *Pour avoir un résumé rapide de nos thèses :*

### **L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS**

numéro hors série (Janvier 1992, 25 F franco), pour prendre rapidement connaissance de nos propositions.

♦ *Enfin une bande dessinée :*

### **« ET SI ON CHANGEAIT ? »**

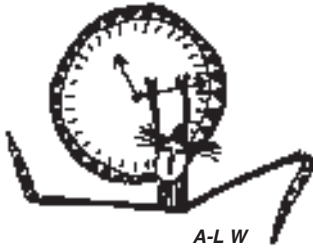
redessinée par Jacques VIGNES-ELIE (35 F, franco).

**Tous ces documents peuvent être commandés au journal.**

*Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à  
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris.*

**Ces deux pages de résumé sont disponibles sous forme d'un tract,  
au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi.**

**La traduction de ce tract en espéranto ou en italien est également disponible, dans les mêmes conditions.**



# FAITS ET MYTHES SUR L'EMPLOI DE HAUT NIVEAU AUX ETATS UNIS

par Jean-Pierre MON

Le taux de chômage des ingénieurs aux États-Unis n'a jamais été aussi élevé. La situation actuelle est pire que celle qui prévalait lors de la récession du secteur aéronautique et spatial du début des années 70 ou lors de la récession générale du début des années 80. Entre le troisième trimestre de 1990 et celui de 1993, le nombre total d'ingénieurs employés a diminué de 210.000. Fin 94, le pourcentage d'ingénieurs au chômage s'élevait à 4,08 %, ce qui constitue le plus fort pourcentage jamais atteint depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Et cela alors même que le taux général de chômage (officiel) continue à baisser et que la reprise économique aux États-Unis est maintenant incontestable. Qui plus est, les licenciements dans les industries de pointe se multiplient : d'après le rapport annuel de l'Association des Industries Aérospatiales, plus d'un tiers des emplois de ce secteur ont disparu depuis 1989 — 13% dans la seule année 93 — et on s'attend à ce que 5% de plus soient supprimés cette année. Mais l'industrie aérospatiale n'est pas une exception. Le géant des télécommunications, ATT, a annoncé la suppression d'au moins 15.000 emplois d'ici à 1996 et Nynex de 16.800 dans les deux ans qui viennent, dont la moitié dans le management. Les emplois permanents sont non seulement rares, mais encore payés de 10 à 50% moins qu'il y a seulement quelques années. En outre, ils impliquent souvent une délocalisation. En d'autres termes, les chances pour un ingénieur licencié de retrouver un emploi équivalent dans une compagnie du même type avec un salaire du même ordre sont de plus en plus faibles. Le problème est tout particulièrement crucial pour les ingénieurs qui travaillaient pour le complexe militaro-industriel,

qui a procédé à des coupes sombres depuis l'effondrement de l'ex-URSS. En dépit des affirmations sur la possibilité qu'ils auraient de trouver un travail en se reconvertissant, les ingénieurs qui ont dû abandonner leur emploi s'aperçoivent que les capacités qu'ils avaient acquises et développées dans l'industrie des armements sont tout simplement inutiles dans le monde commercial.

Ces chiffres et sombres prévisions sont tirées de la revue *IEEE Spectrum*, éditée par l'association américaine des ingénieurs en électricité et électronique. Dans son numéro de novembre 1994 une longue enquête sur l'emploi des ingénieurs aux États-Unis montre combien la situation sur le marché du travail est loin d'être aussi rose que le raconte la presse française.

Cette enquête, étayée par des témoignages d'ingénieurs de haut niveau, met à mal bon nombre de mythes répandus aux États-Unis et que les tenants de "la pensée unique", en France, voudraient nous faire adopter comme des recettes efficaces et incontournables contre le chômage. Nous allons en rappeler quelques uns ci-dessous et voir comment ils sont démentis par la réalité quotidienne américaine, qui ne doit pas être très différente de la française.

## MYTHES ET RÉALITÉS

**Etre à la pointe de la technologie rend un ingénieur attractif :** « *Un ingénieur vigilant n'éprouvera aucune difficulté à identifier les nouveaux domaines à explorer, pourvu qu'il (ou elle) soit réceptif aux signaux qu'il reçoit... Chacun doit maintenir les connaissances fondamentales essentielles à l'exercice efficace de sa profession, doit continuer à être à l'écoute des attentes du client et voir comment les derniers progrès dans son domaine peuvent satisfaire ces désirs.* » Encore

faut-il que l'entreprise ait des managers prêts à accueillir favorablement ces innovations, ce qui est loin d'être toujours le cas. Sinon, l'ingénieur aussi talentueux qu'il soit, techniquement à jour et professionnellement sûr de son fait, risque de se retrouver sans emploi.

## **Avoir des compétences multiples fait ressortir un ingénieur du lot.**

« *Les ingénieurs qui ont des compétences multiples auront beaucoup de réussite...* » Avoir des diplômes de commerce ou dans des domaines non techniques et posséder la connaissance approfondie de plusieurs langues étrangères sont souvent cités comme des avantages supplémentaires pour les ingénieurs. Eh bien, tous ces talents ne constituent pas forcément une protection contre les licenciements, comme ont pu le découvrir de nombreux ingénieurs occupant des postes de responsabilité dans des sociétés travaillant dans des domaines technologiques avancés.

## **Les compétences développées dans l'industrie de la Défense peuvent facilement être réutilisées dans le domaine civil.**

Comme le note R.A. Ellis dans son rapport "A la croisée des chemins : crise et opportunité des années 90 pour les ingénieurs américains", publié en janvier 94 par l'Association Américaine des Sociétés d'Ingénierie : « *Les américains commencent à s'apercevoir qu'abandonner une industrie de défense intensive (ce qui est si difficile dans l'ex-URSS) peut aussi être pénible ici...* » « *Je ne crois pas que les gens aient compris combien le marché du travail sera long à proposer à nouveau de l'embauche ni ce qu'il réembauchera* », déclare L.L. Keen, administrateur du Domaine technologique de Huntsville (Alabama) où sont localisées des centaines d'entreprises de haute technologie travaillant pour la Défense ou pour la NASA. Entre 3.000 et 6.000 ingénieurs, et beaucoup plus encore de

personnels administratifs ou d'entretien, sont sans emploi. Rien qu'en 1993, les 250 compagnies installées dans la partie ouest de la ville ont perdu plus de 3.500 emplois sur un total de 22.000.

**La formation continue ou le recyclage permettent à un ingénieur de rester employable.** «*Une des histoires que l'on entend souvent est celle des ingénieurs employés à "retourner des hamburgers". C'est qu'ils n'ont pas maintenu leur valeur marchande, déclare un directeur des activités de formation de l'IEEE, qui ajoute : un ingénieur doit se battre pour protéger sa carrière et améliorer sans cesse ses connaissances dans des domaines voisins.*» L.L.Keen n'est pas d'accord : «*Ceux qui retournent des hamburgers sont des ingénieurs encore assez jeunes pour le faire ou qui ont des enfants en bas âge à élever. Un peu de recyclage permettrait à beaucoup d'entre eux de trouver un travail dans un autre domaine ? Je ne vois pas dans quels domaines : les énergies alternatives, l'énergie solaire, le traitement des déchets, l'aménagement de l'environnement ?*» et conclut-elle : «*une personne qui n'a pas travaillé pendant 9 ou 10 mois ne peut même pas se payer les droits d'inscription pour des cours du soir.*»

Bien que l'environnement soit considéré comme un secteur d'avenir, le chômage y sévit comme dans toutes les professions. «*Ici, dans la région de Huntsville, raconte un ingénieur qui a travaillé 22 ans, dont 14 chez Boeing, dans l'environnement et la sécurité, en lisant les petites annonces, vous trouverez surtout des ventes pour cause de licenciements. C'est là que vous avez vos chances de ramasser pour trois fois rien les dépouilles de quelque pauvre ingénieur. Vous allez chez lui et vous trouvez des bateaux, des PC, des antennes paraboliques — toutes sortes de jouets que les hommes semblent accumuler. Mais les garder maintenant n'est plus une priorité car il faut faire vivre sa famille.*»

**Il n'y a plus de secteur privilégié.** Avant les licenciements massifs qui ont frappé la Californie du sud, l'université de Californie à Los Angeles s'est intéressée au taux de réinsertion des ingénieurs qu'elle avait recyclés dans des secteurs de haute technologie, tels que les systèmes d'information, les micro ou mini-ordinateurs ou encore les

réseaux locaux. Les auditeurs (hommes et femmes) avaient pour la plupart entre 40 et 50 ans, possédaient déjà des diplômes techniques universitaires, avaient, en général, travaillé dans l'industrie aérospatiale ou dans la production, mais n'avaient que rarement des connaissances informatiques. Résultat : au bout de trois mois, environ 50% des recyclés ont pu trouver un emploi à plein temps dans leur nouveau domaine. Les responsables de la formation sont déçus et ne comptent pas proposer de nouveaux stages de formation. Bien plus, ils conseillent à toute école souhaitant se lancer dans l'aventure du recyclage de négocier auparavant un contrat avec une agence de placement. Interrogés pour savoir quels étaient les secteurs dans lesquels il y avait une forte demande pour des gens qualifiés, ils ont répondu «*il n'y a plus de secteur privilégié!*»

Si malgré tout la formation la plus large possible reste un atout indispensable, cela ne garantit pas un emploi mais apporte un supplément de culture, ce qui n'est pas négligeable pour continuer à "vivre".

## LES FAITS

### **Les salaires des ingénieurs à temps plein diminuent.**

Les statistiques compilées par la Commission des Ingénieurs révèlent un affaiblissement de la demande en ingénieurs et note Ellis dans "A la croisée des chemins" : «*Depuis plus de cinq ans, le pouvoir d'achat des ingénieurs diminue* ». L.L. Keen souligne que parmi les 23 personnes qui ont trouvé un travail grâce au programme d'assistance et de recherche d'emploi du Domaine Technologique de Huntsville, entre juin et septembre 94, aucune n'a obtenu de poste ou de salaire équivalents à ceux qu'ils avaient précédemment.

### **Certaines stratégies de survie sont une menace pour la vitalité technique des entreprises.**

La demande en services d'ingénierie de qualité s'est ralentie. Dans un environnement de services à bas prix, de nombreuses entreprises d'ingénierie révisent leur façon de

travailler de manière à prendre des parts du marché à faible rapport, car elles pensent que c'est mieux que de n'avoir pas de travail du tout. Ce faisant, elles perdent progressivement leur compétence technique.

### **Boom des emplois temporaires.**

On travaille une heure, on est payé une heure, pas de retraite, pas d'assurance maladie ni de vacances. Les sociétés de service sont devenues les plus grands employeurs d'ingénieurs du marché.

### **Le travail à temps plein est en voie de disparition.**

«*Ce qui est en train de disparaître, ce n'est pas seulement un certain nombre d'emplois, ou des emplois dans certaines industries, ou encore des emplois dans certaines parties du pays ou même encore des emplois dans l'Amérique tout entière. Ce qui disparaît c'est le concept même d'emploi !* » écrit W. Bridges dans "Changement du travail : comment prospérer dans un lieu de travail sans emploi." «*Aujourd'hui le travail subit une nouvelle révolution et cela largement grâce à la technologie. Les conditions mêmes (production de masse et grandes organisations) qui ont créé les emplois il y a deux cents ans sont en train de disparaître...L'organisation d'aujourd'hui est en train de passer rapidement d'une structure construite à partir de l'emploi à un champ de travail qui doit être fait... La majeure partie du travail prend la forme de projets individuels, tels que le développement d'un produit particulier. Il devient donc de plus en plus courant que les gens soient loués uniquement pour la durée du projet et renvoyés dès que le projet est achevé. Les emplois ne sont plus socialement adaptés aux besoins des organisations et suivent donc le chemin des dinosaures. Dans le monde de "l'après-travail", les travailleurs, y compris les cols blancs comme les ingénieurs, ne survivront que s'ils fonctionnent comme s'ils étaient leur propre employé - même s'il leur arrive encore d'avoir un emploi à temps plein.*»

Allons, courage, nos hommes politiques finiront bien par le reconnaître : «**L'emploi, c'est une relique démodée de la Révolution Industrielle.**»

## AVEC UN JOURNALISTE DU NOUVEL OBSERVATEUR

Dans notre précédent numéro, nous avons mentionné la lettre de S.C, lecteur de Vincennes, au *Nouvel Observateur*.  
Voici la très intéressante réponse de PHILIPPE BOULET-GERCOURT :

**I**l y a quelque chose de bien tentant dans votre vision intrinsèquement positive du progrès technique. Par bien des aspects, je partage cette vue des choses, ce qui m'a d'ailleurs valu de belles discussions dans la rédaction du *Nouvel Obs*, à l'occasion de cet article. Je me suis vite retrouvé confronté à des confrères qui souhaitaient d'urgence rétablir les poinçonneurs de tickets dans le métro, plutôt que d'accepter le passe-sans-contact électronique ! J'ai donc essayé, et peut-être pas tout à fait réussi, de ne pas tomber dans cette vision nostalgique et idéalisée du passé.

Comme vous, je pense que l'automatisation et le progrès technique peuvent être un merveilleux instrument pour faire "avancer" l'humanité. Pour autant, je ne partage pas votre croyance sans bornes en ses vertus. Le progrès technique n'est qu'un instrument, et tout dépend in fine de l'usage que l'on en fait. Vous dites qu'il est formidable de pouvoir automatiser des emplois pénibles,

non qualifiés. Certes, mais que faire de toute cette partie de la population qui n'est pas suffisamment formée pour occuper un emploi qualifié? A terme, bien sûr, j'imagine comme vous une société où - au moins dans l'industrie - le niveau général de qualification sera très élevé, et les emplois pénibles ou répétitifs en voie de disparition. C'est une évolution qui a commencé. Mais elle prendra plusieurs générations, alors que le progrès scientifique, lui, connaît une formidable accélération. Il faut donc aménager, contrôler cette évolution.

D'autre part, l'utilisation du progrès dans le domaine des services demande une attention extrême : comme le reconnaît la RATP elle-même, le tout-machine peut facilement se transformer en désastre humain. Bref, l'outil est bon, reste à savoir l'utiliser.

Quant à ce que vous affirmez sur ces "salariés-anciens chômeurs", libérés de leur travail par l'automatisation et tout heureux de l'être, là, j'ai du mal à vous suivre. Dans notre

société - et là encore, pour plusieurs générations - celui qui ne travaille pas est plus que jamais montré du doigt, culpabilisé. Et de toute façon, je n'aime pas beaucoup cette vision d'une société où un nombre de plus en plus réduit de gens se partagerait les emplois, à charge pour les autres de vivre assistés. C'est une vision qui est sans doute exacte aujourd'hui, mais nous connaissons actuellement l'un des bouleversements les plus inouïs - notamment à cause de l'accélération du progrès technique - qu'ait jamais connu l'humanité. Sur le moyen ou long terme, c'est à mon avis faire preuve de paresse intellectuelle que de ne pas imaginer une société qui saura inventer des besoins nouveaux, et donc des emplois pour tous, même si l'on ne sait pas encore précisément, en 1995, ce qu'ils seront. Je suis plus tenté par cette vision dynamique, qui est celle d'un homme ne se pliant au progrès technique simplement... parce que c'est le progrès.

**E**nfin quelqu'un qui a compris que nous vivons une mutation, le changement de civilisation que nous annonçons depuis si longtemps !

D'accord avec lui pour dire que le progrès technique n'est qu'un instrument, qui, évidemment, dépend de l'usage qu'on en fait.

Quant à une société où, au moins dans l'industrie, le niveau général de qualification sera très élevé... pas besoin de l'imaginer à terme... pas besoin de l'attendre plusieurs générations. On y est.

Enfin, l'utilisation du progrès se répand à toute allure dans le domaine des services pour cause de ren-

tabilité. Dans l'exemple proposé, même si la RATP y voit des inconvénients sur le plan humain, elle réduit tant qu'elle peut ses effectifs, car aucune entreprise, même de service public, ne cherche le bon emploi de l'outil : elle en cherche l'emploi qui lui profite à elle : l'emploi rentable.

"Que faire de toute cette partie de la population qui n'est pas suffisamment formée pour employer un emploi qualifié ?" A cette question posée par le journaliste du *Nouvel Observateur*, plusieurs réponses possibles :

1. Celle de notre société actuelle. Les exclure parce qu'on n'a pas

besoin d'eux. Pour se donner bonne conscience, on fait appel à la solidarité, c'est-à-dire qu'on taxe ceux qui travaillent pour assister les autres. Mais c'est une solution qui ne peut satisfaire personne. Les assistés se sentent humiliés ou révoltés. Ceux qui paient se rendent compte qu'ils doivent payer de plus en plus car le nombre d'emplois va diminuant. Ils s'insurgent donc contre l'Etat-Providence qui les oblige à travailler pour payer les autres à ne rien faire.

2. Celle que propose notre correspondant. C'est une course en avant dans le brouillard : espérer qu'on va inventer de nouveaux besoins qui

feront travailler les "non qualifiés". D'abord c'est miser sur un espoir bien vague. Ensuite, c'est un non-sens, car si le progrès a été fait, c'est bien pour débarrasser l'homme des corvées auxquelles il était naguère astreint pour survivre. S'il y est arrivé, ce n'est pas pour revenir en arrière et il faut espérer qu'il puisse accéder à des activités autrement épanouissantes que celle qui consiste à poinçonner des tickets dans un souterrain.

Alors quels nouveaux besoins, et correspondant à quels emplois ? D'abord quels sont les besoins insatisfaits ? Il y en a énormément, et partout dans le monde. Mais ils ne mènent à aucun emploi car ils sont insolubles. Donc tout ce qu'on peut envisager comme besoins créateurs d'emplois rémunérés, ce sont de nouveaux besoins chez ceux qui pourraient les payer. Ecartons les besoins de luxe, on en a déjà beaucoup créé et ils sont un

grave facteur de gâchis. Restent les emplois de serveurs, comme les appelle A. Gorz, tels ces emplois de livreurs de pizzas qui dispensent de sortir ou de préparer chez soi un repas, ou ces emplois de gardiens musclés, voire armés, pour protéger les biens de ceux qui en ont. Ce sont ces emplois qui ont été créés aux Etats-Unis, et font parler de reprise. Belle reprise et quelle illusion ! Car ces emplois de serveurs ne permettent même pas à ceux qui les exercent de sortir de la pauvreté. Ils ne servent qu'à fausser les statistiques sur le chômage !

3. Celle que nous proposons et que notre correspondant semble ignorer. Elle part du principe que "le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous." Or le progrès étant maintenant ce qu'il est, il n'y a plus de travail à la fois **non humiliant et payant** pour les gens non qualifiés. Et parce qu'il n'y a plus d'emplois rentables pour eux, ils seront exclus

et humiliés tant qu'on restera dans une société basée sur la rentabilité. Si, par contre, on accepte de changer ces bases, alors on peut reconnaître à ces gens "non qualifiés" d'avoir une activité utile et non rentable, dont on peut même leur laisser l'initiative par un contrat civique (au lieu de les obliger à se mettre en quête d'un employeur qui les utilisera) et, du même coup, leur reconnaître l'accès tout aussi "gratuit" aux biens que les gens "qualifiés" sont désormais capables de produire en abondance en commandant des machines, leurs esclaves automatisés.

Que pensent Philippe Boulet-Gercourt et ses confrères du *Nouvel Observateur* de cette façon originale de voir les choses ? Si elle les intéresse, nous pouvons leur expliquer le moyen d'instituer cet "échange de gratuités" utiles qu'est l'économie distributive.

M-L DUBOIN

**Nous sommes tous riches puisque chacun de nous dispose d'esclaves mécaniques. Avez-vous déjà vu un riche disputer le travail à ses esclaves ?**

**PAUL BÉNÉ.**

## Excuses !

**D**epuis septembre 1993, nous avons dû nous adresser à une entreprise d'expédition pour envoyer les journaux à nos abonnés. Nous nous sommes adressés à la Société Départ-Press, à Montreuil, qui nous facture les expéditions (affranchissement en plus) à 1300 F TTC le mille. Elle s'était engagée, au début, à ne pas prendre plus de 48 heures pour ces envois, si les adresses lui parvenaient deux jours d'avance.

Chaque mois donc, entre le 20 et le 23, en même temps que nous confions la maquette du journal à notre imprimeur, nous faisons parvenir à cet expéditeur un jeu d'adresses "routées" (c'est-à-dire classées comme le demande la poste). Il a donc les adresses au plus tard le 25 et les journaux vers le 30.

Au début, tout allait bien, et nos abonnés étaient livrés au plus tard le 2 ou le 3. Depuis la rentrée de septembre dernier, le délai a considérablement augmenté, au point que, livré avant le 30 octobre, Départ-Press a tant trainé que nos abonnés ont reçu leur journal (préféré, bien sûr)... le 14 novembre. Et c'est presque régulièrement maintenant ce même délai, beaucoup trop long : près de trois semaines entre le "bouclage" et la réception !

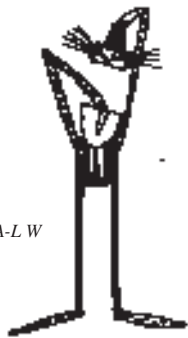
Nous avons demandé à l'entreprise Départ-Press si une autre date de parution que le premier de chaque mois lui conviendrait mieux pour être en mesure de faire l'expédition en deux ou trois jours.

Nous avons également cherché un autre expéditeur, sachant que le même problème se poserait probablement pour la simple raison que nous ne sommes pas un "gros tirage". Ceux qui rapportent plus sont partout prioritaires. Que nos abonnés veuillent bien nous excuser de ces délais désagréables. Nous cherchons encore le moyen d'y remédier, mais ce n'est pas facile.

Autres excuses, mais là c'est tout à fait ma faute : dans la mise en page du dernier numéro, je ne me suis pas aperçue que j'avais fait "tomber" la dernière ligne de l'article d'André Prime, intitulé "Belles perspectives !" Sa dernière phrase était : « Les distributistes devront s'organiser pour que leurs thèses aident à fonder le socialisme du XX<sup>e</sup> siècle, car le capitalisme triomphant et ses vingt merveilleuses à venir, pour nous, c'est ça l'utopie. »

Marie-Louise

A-L.W



## Où va l'argent ?

L'argent capitaliste est une *marchandise*<sup>1</sup> et, à ce titre, il présente trois caractères singuliers dont les deux premiers comportent une certaine contradiction : il est *-potentiellement-* abondant d'une part, il est *-relativement (et artificiellement)-* rare, de l'autre, et, en troisième lieu, il est réparti de manière anarchique. Examinons ces trois caractéristiques. 1. L'argent, comme les autres marchandises, est *potentiellement abondant* car on peut le produire, à volonté. 2. Comme les autres marchandises, il doit être *relativement et artificiellement rare* car s'il était produit en quantité suffisante (comme l'air respirable ou l'eau potable), il n'aurait aucun intérêt du point de vue capitaliste, il n'aurait aucune valeur marchande (c'est-à-dire valeur d'échange, on ne voit pas des gens échanger de l'air contre de l'eau). 3. L'argent, comme les autres marchandises, est réparti de manière anarchique car, le système veut qu'il soit abondant en certains endroits (il existe actuellement une bulle financière énorme ne cessant de grossir de manière inquiétante et qui correspond à ce que l'on pourrait appeler, en terme marxiste, de la plus-value stérilisée), et qu'il manque cruellement

1. NDLR : Cette déclaration va faire frémir bien des lecteurs qui vont rétorquer que la monnaie actuelle n'est plus une monnaie-marchandise, comme le fut la monnaie-or après... les coquillages, et que le billet de banque n'est qu'un morceau de papier, sans valeur intrinsèque, qui n'a qu'une valeur fiduciaire : celle qu'on veut bien, par convention, lui attribuer. Mais justement, ce que D.K. dénonce ici, c'est que malgré cette absence de valeur intrinsèque, l'argent capitaliste est bel et bien traité *comme* une marchandise, et il s'en explique dans ce qui suit.

en d'autres lieux (des millions de gens peuvent en témoigner). Bien plus, l'argent est la marchandise type, le paradigme de la marchandise ; c'est *la marchandise - équivalent-universel*, qui existe en quantité comptée, et à ce titre, il remplit dans la société capitaliste, entre autres fonctions, celle *d'instrument de répartition de biens relativement rares*. L'argent est une carte de rationnement en quelque sorte, attribuée de manière fort arbitraire.

La nature dans laquelle vivaient nos ancêtres produisait des biens en grande quantité et en grande qualité qui, par conséquent, n'étaient pas des marchandises : de l'air *respirable*, de l'eau *potable*, des fruits et de la viande *mangeables*... Le capitalisme, c'est-à-dire la Révolution industrielle dont il représente l'émanation, est apparu à l'origine comme une formidable machine destinée à multiplier les besoins et à en inventer de nouveaux. Au début, en dépit de toutes les atrocités qu'il a provoquées, ce système a présenté un bilan positif : il a permis une formidable poussée de la force productive de l'humanité, de son savoir faire technique et de ses connaissances scientifiques. Ce processus n'a pu se réaliser qu'avec un accroissement général de la vénalisation et des masses monétaires. Mais, à mesure que ce système vieillissait, il n'a cessé de multiplier les effets pervers : les guerres mondiales meurtrières du XXe siècle, par exemple, et les phénomènes de pollution qui atteignent à présent des seuils critiques. Actuellement, dans ce système sénile, comme un cancer généralisé chez un malade vieillissant, les effets pervers prolifèrent à vue d'œil ; beaucoup représentent un prétexte pour accroître encore plus la vénalisation de la société, en

d'autres termes, pour augmenter les masses monétaires ; ce sont les *"cancers sociaux"* (Marcel Dieudonné) qui fournissent des emplois inutiles, voire nuisibles : ici on empoisonne l'eau pour mieux la vendre en bouteilles plastiques ou pour créer des usines d'épuration, là (à Mexico exactement) on empoisonne l'eau pour la faire payer dans des distributeurs, on pousse les gens vers la dépression pour leur vendre des psychotropes, on les stresse pour leur vendre de la drogue, on les rend malades pour leur vendre des médicaments, on les enferme dans l'univers concentrationnaire des grandes agglomérations pour leur vendre du dépaysement exotique, on les atomise, on les enclave, pour leur vendre de la communication, on éloigne leur domicile du lieu de travail pour vendre des voitures et construire des autoroutes, on crée de l'insécurité pour vendre des assurances, on expose des biens à profusion et on crée des emplois de flics pour les protéger... Le système a absolument besoin de ces perversions pour se perpétuer, de ces inégalités de développement pour se développer, car il ne peut survivre qu'en croissant. De deux choses l'une : ou il peut multiplier ces perversions à l'infini et nous nous dirigeons vers une catastrophe planétaire ou il n'y parviendra pas et nous devons envisager, à terme, un bouleversement social radical.

Or, comme j'ai tenté de l'établir dans un précédent article (cf GR n° 941), l'un des ressorts les plus intimes du capitalisme est à présent cassé car les besoins de la minorité solvable sur laquelle il s'appuie sont rassasiés. Le capitalisme et la Révolution industrielle avec laquelle il a partie liée approchent de leur fin car on ne sait plus quoi inventer

pour flatter les caprices de la minorité solvable. En cette fin de siècle que nous vivons, tous les indicateurs nous révèlent un ralentissement de la croissance : la démographie comme la production industrielle s'essouffent, les masses monétaires cessent d'augmenter ; et le système (et tous ceux qui le soutiennent) peuvent se livrer à toutes les manipulations qu'ils veulent, ils ne peuvent enrayer ce phénomène. Telle est la plus profonde explication de la crise actuelle. Nous sommes arrivés aujourd'hui au stade entrevu par Marx dans un passage célèbre de 1859 : "A un certain degré de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en collision avec les rapports de production existants, ou avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors, et qui n'en sont que l'expression juridique (...). Alors commence une ère de révolution sociale"<sup>2</sup> Or, il se pourrait bien que, à l'issue de cette ère de révolution sociale vers laquelle nous nous dirigeons, certaines prévisions de tous nos ancêtres socialistes se trouvent réalisées bien plus vite qu'on ne l'imaginait. En effet, pour accomplir sa mission, le capitalisme, comme nous l'avons évoqué, a dû vénaliser progressivement l'ensemble des besoins humains, jusqu'aux plus élémentaires. Cette vénalisation, après avoir tout submergé comme une marée, en se retirant devrait nous laisser apparaître de larges espaces de gratuité. Le rôle du système qui succédera au capitalisme (nous pouvons l'appeler comme nous voulons : *socialiste, communiste ou collectiviste*, il reposera en tout cas sur une économie *distributive*) consistera à *dévénaliser* progressivement l'économie. "En régime d'abondance tout tend à la gratuité" écrit Duboin<sup>3</sup>. Pour les économistes formés à l'école orthodoxe, il n'y a "Pas d'économie sans monnaie"<sup>4</sup>. Contrairement à eux, il nous apparaît parfaitement possible de faire fonctionner une société moderne, sans gaspillage, sans pollution (c'est le capitalisme qui gaspille et qui pollue) et en reléguant la monnaie vers le rôle marginal qu'elle a toujours eu avant

le capitalisme. Rien ne s'oppose à ce que la part essentielle du *revenu* de chaque être humain, c'est-à-dire ce qui doit lui *revenir* et qui représente sa subsistance élémentaire soit assurée en *nature*. Disons le autrement : la puissance productive que nous avons atteinte est telle que, à moyen terme, la société peut parfaitement garantir à tous le logement, les fournitures d'énergie, le transport, l'habillement, la nourriture, les loisirs, le tout dans la meilleure qualité et à *titre gratuit*, sans aucun gaspillage, en échange d'un service social de durée réduite (quelques heures hebdomadaires). Avant de parvenir à cet état, nous devons certainement connaître une période transitoire et des bouleversements importants : la croissance biséculaire de la masse monétaire mondiale n'a pas été un phénomène calme et progressif, il en ira de même pour sa résorption. Quoiqu'il en soit cette phase transitoire va poser de gros problèmes à bref délai : un *crack* peut survenir de manière impromptue ; à la suite de celui-ci les actuels mécanismes d'émission monétaire qui sont devenus incontrôlables devront bien être remis en question. Mais ce ne sera qu'une première étape.

Il nous semble toutefois que cette large gratuité vers laquelle nous nous acheminons pourra difficilement être généralisée à l'ensemble de l'économie. Certains biens devront longtemps encore être *payés* : en premier lieu ceux dont la production est artisanale sinon artisanique : un tailleur de haute couture, une bouteille de vin de grand cru, un repas de haute gastronomie, certains objets d'art, resteront longtemps encore des biens rares, rationnés, c'est-à-dire payants.

D.K.

-----

<sup>2</sup> Karl Marx "Critique de l'économie politique", avant propos.

<sup>3</sup> "Rareté et abondance" p. 424.

<sup>4</sup> Titre de l'ouvrage de Guénaelle Le Solleu, Hatier, 1993.

## La théorie générale de l'évolution

par DJÉMIL KESSOUS

publié dans la collection  
conscience  
des éditions l'Harmattan

### Si on avait des sous

Si on avait des sous,  
On pourrait tout faire.  
Mais pour tout faire  
Il faut avoir des sous...

Nos gouvernants sont fous :  
Ils sont prêts à tout faire  
Et pourtant, rien à faire  
Pour qu'ils fassent les sous.

Ils disent : «Elisez-nous !»  
Ce n'est pas bon à faire :  
Après, il faut nous taire.  
Ils se fichent de nous.

Amis, réveillons-nous,  
Veillons à nos affaires,  
Nous savons tous bien faire,  
Alors, unissons-nous.

Le pouvoir est à nous :  
Sachant ce qu'il faut faire,  
Capables de tout faire,  
Nous fabriquerons nos sous.

PAUL BÉNÉ

Nos amis d'Ecoconcern,  
à Barcelone, viennent de  
publier une brochure intitulée

*Propositions inovatrices  
pour repenser l'économie.  
Une invitation au dialogue.*

Elle comporte un certain  
nombre de propositions  
(dont l'économie distributive),  
que les initiateurs souhaitent  
voir discuter par les lecteurs.

Vous pouvez vous la procurer  
gratuitement auprès de

Valérie Peugeot  
Maison de Grenelle  
21, Bd de Grenelle  
75015 PARIS



La “*science économique*” est déboussolée, non seulement parce que l'économie mondiale est entre les mains de quelques grosses sociétés qui n'ont de comptes à rendre à personne, mais aussi parce que les économies nationales sont dominées par la sphère monétaire et financière. B. GILDAT résume la situation :

## Loi de l'offre et de la demande... ou loi de la faim ?

Dans le monde d'aujourd'hui, la science économique dans son mouvement d'expansion, continue d'être en permanent renouvellement. Mais, du fait de l'opacité des savoirs, du temps historique et des décalages qui en résultent, cette réorganisation permanente se fait d'une manière que l'on peut qualifier de difforme et discordante. Avec les échecs des politiques de développement, dans trop de pays, le chômage massif, les nouveaux progrès de la pauvreté et de l'exclusion, les atteintes à l'environnement et aux écosystèmes, l'humanité souffre maintenant de maladies que la science économique ne sait guérir, ce qui ne l'empêche pas, néanmoins, d'apparaître tour à tour, efficace, dominante et expansionniste...

La science économique n'est plus qu'une discipline éclatée !...

Pour trouver un éclairage utile sur nombre de problèmes centraux de l'économie, c'est vers des non-économistes qu'il faut se tourner : vers Karl Polanyi (La grande transformation), pour le processus de déstructuration de la société, lié à la généralisation de l'économie de marché ; vers Jürgen Habermas, pour le devenir de nos sociétés ; vers I. Prigogine pour la complexité...

Cependant, beaucoup d'économistes cherchent à rouvrir le champ de leur réflexion. Dans cette perspective s'inscrit par exemple, la “*socioéconomie*” qu'avec le sociologue Amitai Etzioni, et des spécialistes de diverses autres sciences sociales, les économistes Boulding, Hirschman, Leibenstein, Sen, Thurow, ont choisi comme bannière pour regrouper ceux qui veulent que la pensée économique échappe au carcan qui la mutilé.

Mais suprême paradoxe, alors que les économistes distingués flottent de plus en plus dans l'incohérence, désormais, comme le souligne Michel Beaud <sup>1</sup>, l'économie domine les sociétés. Ainsi, l'emprise croissante de l'économie sur nos sociétés tend à se doubler d'une emprise croissante du raisonnement économique sur nos mentalités, nos modes de pensée, nos jugements et nos décisions.

Or, économies nationales et sociétés humaines sont de plus en plus dominées par la sphère monétaire et financière, qui s'est développée avec la multiplication des opérations de change, le gonflement des activités financières et boursières, les spéculations incessantes... Les échanges sur les marchés monétaires, financiers et boursiers, qui représentaient deux fois les échanges de marchandises au temps de Keynes, représentent aujourd'hui cinquante fois leur valeur.

Sous le règne de la marchandise, commente Michel Beaud, voici que la prospérité de près d'un milliard d'humains (sur six) a commencé à porter atteinte aux équilibres fondamentaux de la Terre ; tandis que sous la triple pression de la lumpenmodernisation, de la croissance démographique et de la rapacité des oligarchies, le milliard dépassé des plus pauvres s'enfoncé dans les spirales mortifères d'extrême misère. Ainsi, avec le double processus de la marchandisation et de la globalisation, se met en place une situation tout à fait nouvelle dans l'histoire : sociétés dépendantes de l'économie ; économies tributaires d'une sphère monétaire et financière mondiale ; crises économiques et crises relationnelles

intra et intersociales, et interhumaines ; ce sont les dimensions du basculement du monde.

C'est pourquoi, compte tenu de la puissance des dynamiques en cours, de la force d'accélération qui caractérise pratiquement tous les aspects de l'évolution de notre monde et de l'absence d'alternative crédible, notre auteur en vient à redouter le pire, qui a déjà commencé, en silence : **un nouvel apartheid à l'échelle du monde.**

Et le pire serait aussi le sacrifice imposé aux générations à venir par les cupidités et les démissions d'aujourd'hui, à travers les ressources pillées et gaspillées, l'eau dégradée, les sols détruits, les déchets chimiques et radioactifs rejetés n'importe où, les sites nucléaires (civils et militaires) à entretenir... Les humains seront plusieurs milliards de plus (autre irresponsabilité démentielle de ceux qui s'opposent à la maîtrise de la démographie), et ils auraient à gérer les dégâts, les risques et les pénuries que nous leur aurons légués...

Aussi bien, en l'état actuel des choses, le prochain siècle s'annonce comme celui du capitalisme généralisé, sachant que la dynamique majeure de notre temps, c'est l'extension des rapports marchands et capitalistes à la quasi-totalité des domaines concernant la vie des hommes et de la Terre. D'où le rôle central des très grands groupes capitalistes, produisant, contrôlant, commercialisant des marchandises de plus en plus variées, et de plus en plus complexes, et aussi de durée de plus en plus limitée.

D'après un classement de 1992, trente-sept mille sociétés transna-

tionales et leurs tentacules -170.000 filiales à l'étranger - dominant l'économie mondiale. Cinq pays (Etats-Unis, Japon, France, Allemagne et Grande-Bretagne) se partagent entre eux 172 des 200 plus grosses sociétés transnationales. Les 18 sociétés suivantes du tableau proviennent de Suisse, Pays-Bas et Italie.

Ces 200 sociétés ne sont homogènes ni par leurs structures financières, ni par leurs tailles, ni par leurs stratégies. Et leur classement ne cesse d'évoluer... Néanmoins, elles représentaient à cette époque 27 % du PNB mondial. Et la stagnation économique n'a pas freiné l'expansion de ces firmes, favorisée au contraire par la concentration du capital, et dont la règle commune est de produire toujours davantage avec moins de salariés.

Frédéric F. Clairmont soulignait <sup>2</sup> que ces 200 sociétés sont en réalité les véritables leviers de la finance et du commerce internationaux, et **n'ont de comptes à rendre à personne.**

Les profits du capital financier reposent sur l'endettement, et sur une création illimitée de dettes, au niveau des firmes, des ménages et du gouvernement, qui grossissent à

une vitesse bien plus grande que le PNB mondial ou le commerce mondial... Le FMI et la Banque mondiale, quant à eux, se sont transformés en gendarmes du capital : ajustement structurel, privatisations et libéralisation sont pour les pays du tiers-monde ou de l'Europe de l'Est, sources d'appauvrissement. Des milliards de dollars sont ainsi aspirés chaque année : un pillage qui se fait sous forme de flux de profits, légalement ou illégalement exportés, de dividendes et de royalties, de fuites de capitaux, de manipulations sur les marchés de capitaux ou de matières premières ; de prix de transfert et de drainage des cerveaux, etc.

Le taux de chômage serait <sup>3</sup> tombé au-dessous de 6 % aux Etats-Unis. Formidable nouveauté dans un pays particulièrement développé : l'emploi, même à plein temps, n'implique plus la sortie de la très grande pauvreté ; emploi et exclusion ne sont plus des concepts alternatifs.

Pourquoi les intéressés acceptent-ils des conditions de travail dignes de "Germinal" ? Pour survivre ! Dépourvue de tout garde-fou, la loi de l'offre et de la demande devient la loi de la faim. Incontestablement,

les champions d'un vrai libéralisme ont raison : en supprimant salaire minimum et assurance-chômage, on peut affamer - au sens propre du mot - les catégories sociales dépourvues d'épargne, les contraindre donc à accepter n'importe quoi, et faire baisser le taux de chômage !

En un mot, on fait baisser ce taux par du travail forcé <sup>4</sup> au profit des nantis qui, eux, s'enrichissent de plus en plus. Une sorte de coup de jeune pour ce bon vieux Marx...

Alors, la difficulté se déplace ; une telle exploitation est inévitablement génératrice d'un climat un peu tendu... Pour contenir cette contre-violence éventuelle, un million de personnes seraient incarcérées dans les prisons américaines... Et d'ailleurs, les détenus ne sont pas comptés comme demandeurs d'emplois...

1 "La pensée économique depuis Keynes" de Michel Beaud et Gilles Dostaler (Seuil 1993)

2. *Le Monde Diplomatique*, octobre 1994, mars 1994, décembre 1994.

3. *Le Monde* 17, 27, 29 et 21 décembre 1994.

4. Dans les colonies françaises, le Code de l'Indigénat légalisait le travail forcé.

Un lecteur recherche deux livres épuisés de J. Duboin :  
"Les hommes sont-ils naturellement méchants ?" et "L'économie politique de l'abondance".  
Qui est prêt à les lui vendre ? Merci de répondre au journal.

## SOUSCRIPTION PERMANENTE

### ***Pour que vive la Grande Relève***

A. Halphen 70 - R. Jacobs 70 - Mme Lachapelle 270 - B. Lanza 70 - J. Le Dore 120 - C. Logre 170 - A. Moreau 50 - R. Nathan-Murat 300 - A. Nore 70 - Jean Palud 100 - Mme Pothron 20 - M. Canetto 370 - Mme Cerf-Laudrain 100 - S. Chif 155 - M. Coty 170 - E. Cuisinier 70 - J. Duray 20 - Mme Frete 155 - Ch. Descrambes 70 - P. Béné 400 - Mme Bouchard 220 - P. Desouches 105 - R. Hanicot 40 - Mme Kopinski 70 - Mlle Lamouraux 70 - F. Laumelais 100 - M. Lherminet 120 - D. Mathieu 105 - H. Moulinier 340 - R. Nace 70 - Y. Orengo 70 - Mme Phélipot 100 - J. Rocroy 170 - R. Brusseau 130 - P. Carlier 50 - Mme Cerison 170 - L. Collet 70 - G. Coty 70 - M. Dosset 100 - G. Finck 100 - L. Guerry 70 - L. Verdelhan 50 - P. Bertrand 70 - M. Bourrelly 20 - Mme Sabat 45.

**Total 5.345 Francs**

*Merci à tous !!*

#### **A NOS ABONNÉS :**

*Nous prenons soin d'indiquer sur chaque étiquette la date d'échéance de votre abonnement.*

**Merci d'en tenir compte**

*pour nous éviter les frais d'envoi d'une carte de rappel à chaque échéance.*

# Iu, vu, entendu

## LA CFDT ÉVOLUE

« Les questions qui se posent, que nous le voulions ou non, mettent en jeu les bases mêmes de notre société. Aussi nous n'hésitons pas à dire que les solutions à trouver pour renforcer la solidarité, pour parvenir à plus d'équité amènent de plus en plus à s'interroger sur la nécessité d'une remise en cause de certains éléments de base de notre système économique et social actuel.

(Gilbert Billon,  
secrétaire de l'Union Confédérale  
des Retraités CFDT)

« On vit encore sur un raisonnement économique classique selon lequel la croissance va entraîner automatiquement le progrès social et la création d'emplois pour tous. Cette théorie est dépassée et porteuse de faux espoirs. Nous sommes dans une situation totalement inédite où des pays riches produisent en même temps que des richesses toujours plus de pauvreté et d'exclusion. C'est le cas de la France. Ce paradoxe doit donner une tournure différente au débat et à l'action politique. Les candidats ne peuvent plus se satisfaire des programmes simplificateurs ou des solutions traditionnelles. Ils sentent qu'on est à un tournant mais ils ne savent pas comment le prendre.

(Nicole Notat,  
secrétaire générale de la CFDT)

Si certains responsables syndicaux commencent à ouvrir les yeux, c'est peut-être bon signe !

(envois de B.P., Rouen)

\*\*\*

## L'ENTREPRISE À LA CARTE

« **N** le retour à la croissance, ni les mesures mises en œuvre pour l'emploi ne permettront de résorber le chômage, a affirmé, vendredi, le Centre des Jeunes dirigeants d'entreprises, en appelant de ses vœux "un vrai débat sur l'emploi" à la veille de l'élection présidentielle 1.

Le plein emploi "au sens du contrat à durée indéterminée de 39 heures par semaine, de 18 à 60 ans" est bel et bien mort et il est urgent d'inventer de nouvelles formes de travail, a déclaré le président du CJDD, Didier Livio. De toute façon, "les réserves de productivité des entreprises sont telles que, quand bien même la croissance repartirait, l'emploi ne repartira pas structurellement" a-t-il prévenu.

Pour passer d'une logique de plein emploi à une logique de "pleine activité", le CJD propose notamment l'émergence d'une "entreprise à la carte". Des "espaces de temps" pourraient être libérés pour les salariés désireux de mener à bien des projets personnels (associatifs, éducatifs, etc.) pendant que d'autres occuperaient leur poste au sein de l'entreprise.

Une telle évolution obligerait à "une rénovation des formes de représentation du personnel" de façon à "imaginer un droit au travail qui ne s'adresse pas seulement aux salariés."

L'Etat, lui, devrait réformer le financement de la protection sociale et "repenser la fiscalité". Les mouvements patronaux qui se contentent de dire "il faut baisser les charges" ont une attitude irresponsable. "Il faudra bien rediscuter du rôle de contribuable de l'entreprise." a déclaré M. Livio.

---

1 Le CDJ a réuni les contributions sur l'emploi de 32 experts dans un ouvrage "Construire le travail demain" (Ed. d'Organisation).

(les Echos du 16.1.95)

Envoi de J.T., Paris

\*\*\*

## MÉDOR DINE

**C**hiens et chats sont comme des coqs en pâte. Leur nourriture est l'enjeu de marchés phénoménaux. A Boisseuil, près de Limoges, on leur confectionne d'appétissants steaks hachés surgelés !!!

Chaque année, les palais délicats

des toutous et des minous se régalaient de 800.000 tonnes d'aliments spécialement conçus à leur intention. Un marché porteur de 9 milliards de francs qui représente le deuxième poste en chiffre d'affaires dans la grande distribution après les biscuits et avant le café...

Et les gentils chiens-chiens sont assurés de manger sain.... La législation impose des normes bactériologiques très strictes, supérieures à l'alimentation humaine pour les salmonelles.

(la Montagne, 7.2.95)

\*\*\*

## LE PMU

### SOUS CONTRÔLE AMÉRICAIN

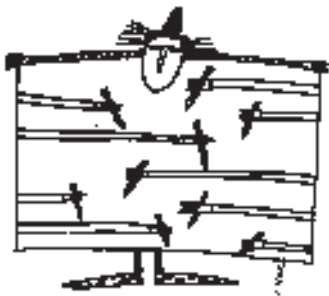
La plus ancienne société française de traitement informatique de paris hippiques, la Sepmo, qui intervient sur plus de 50 hippodromes en France, vient de passer sous le contrôle du géant américain de la spécialité, Autotote, qui collecte aux Etats-Unis l'équivalent de 60 milliards de francs d'enjeux par an.

Selon une source proche de la Société d'Exploitation de Pari Mutuel Olier (du nom du fondateur, à la fin du XIXe siècle, en France, du système du pari mutuel), le protocole d'accord signé entre Autotote et Sepmo s'inscrit dans "la politique de rapprochement" du groupe américain avec la France, "déjà effective avec la Française des Jeux".

Le nouveau groupe "Autotote-Sepmo" pourra proposer "les services les plus perfectionnés de Pari mutuel" comme les systèmes "en temps réel", les bornes interactives ou le "simulcasting", qui offre aux parieurs la possibilité de jouer simultanément sur deux réunions hippiques.

(la Montagne, 7.2.95)

Envois de J.E., Vichy



### A propos des propositions de G. Gaudfrin dans le n° GR 938 :

**Q**ue la loi du marché, même libérée des conditions permettant d'agir sur les prix (rareté artificielle) continue son action sur la consommation en période transitoire est certainement inévitable. A terme, le prix pourra être lié au coût global réel éventuellement "lissé" sur une période variable. Cependant la proposition de G.G. est intéressante car simple à appliquer au départ et peut servir à déterminer la valeur globale de l'heure de travail fourni pour l'obtention du produit (Prix = cette valeur X par nombre total d'heures nécessaires).

En ce qui concerne la monnaie, celle-ci ne peut être qu'une monnaie de consommation gagée sur la production. C'est là, me semble-t-il, la difficulté de la transition vers l'économie distributive. G.G. propose que l'effet de la productivité entraîne la baisse du prix "moyen", ce qui devrait se produire aussi en système libéral. Ne peut-on imaginer que l'accroissement de la productivité serve à amorcer la création de la monnaie de consommation destinée au **Revenu d'Existence** ?

Bien sûr le **Contrat civique** concerne tous les citoyens car il constitue avec le revenu d'existence la reconnaissance des Droits économiques de l'Homme comme

cohéritier du patrimoine planétaire. Du revenu lié au travail humain fourni, de la société échangiste de la rareté, au revenu lié à la production machine, de la société distributive de l'abondance, **la transition passe nécessairement par l'addition des deux revenus.** Le revenu d'existence augmente si le travail humain nécessaire diminue, il diminue et le salaire (revenu du travail) augmente si la main-d'œuvre proposée est insuffisante.

Nous sortons de la société bloquée par l'insuffisance du pouvoir d'achat distribué, pour gérer un équilibre entre le niveau de consommation souhaité (écologiquement possible) et le travail humain nécessaire pour assurer ce niveau.

**Le revenu d'existence n'est pas accepter le réformisme du système, il permet de promouvoir la réforme de la société. C'est bien un outil de transition vers l'Économie distributive.**

R.B., Caluire

NDLR : mais la question du revenu d'existence dans le système actuel, c'est-à-dire par REdistribution, est posée : comment pourrait-il augmenter s'il est financé par des taxes prélevées sur les revenus du travail humain qui, lui, va encore diminuer ?

### Les propos de J.Bourdette et la réponse de M.L. Duboin dans le n° 940 de la GR ont inspiré les réflexions suivantes de G Gaudfrin :

**L**e "contrat civique" est passé entre un individu responsable ou une équipe corresponsable d'une activité, et la Société. Il ne peut concerner qu'une minorité parce que, dans toute organisation,

on ne peut diluer la responsabilité. La majorité serait concernée par des "contrats avec des chefs d'entreprise"<sup>1</sup> c'est-à-dire avec les responsables ayant passé un "contrat civique".

Ce "contrat civique" pourrait être de deux natures :

1. Ou bien il s'agirait de contrats (visas d'utilité) assortis d'un revenu conditionné par des résultats mesurables à convenir : (Rapports coût/qualité, ou résultats comparables s'il s'agit de productions intermédiaires ; gestion des stocks, assortiment, disponibilité, coût de fonctionnement pour la distribution... j'ai fait des propositions sur ces sujets dans un mémoire adressé à la GR), remplaçant en quelque sorte les jugements des conseils d'administration tenus en laisse par les ukases du pouvoir financier.

2 Ou bien il s'agirait d'activités pour lesquelles il est difficile de s'appuyer sur des mesures et surtout parce que le jugement et le contact humain directs et permanents sont légitimes et nécessaires, à la fois pour celui qui offre et celui qui demande. Dans ce cadre, on pourrait trouver certains artisans, décorateurs, artistes peintres, conseillers, journalistes, chanteurs, musiciens, écrivains...

Ces activités individuelles ou de petites équipes ne présentent en elles-mêmes aucun risque dans la mesure où elles ne peuvent aboutir aux concentrations financières qui contrôlent actuellement nos modes de vie, sont soumises à une concurrence multiple et à "hauteur d'homme". Ce ne sont pas elles que critique l'E.D. Je pense donc qu'il leur faut un statut adapté, non assorti d'un revenu. A ceux qui choisiraient ce statut, lequel ne concernerait de toutes façons qu'un faible secteur de l'économie, de prendre en charge leur outil et de se faire une clientèle. Il y aurait donc dans ces activités, des tractations donnant donc encore lieu à des "transferts", mais soit en menu monnaie pour les petits services (délivrée de façon limitée pour empêcher toute tractation importante et anonyme du genre drogue par ex.), soit transitant par leur organisation professionnelle.

Il ne faudrait pas que nous appa-

raissions comme sectaires en refusant cela au nom de notre principe monétaire, non remis en cause par cette "exception". De plus, deux remarques :

1. Parmi les opposants potentiels à l'ED, beaucoup feraient de ces activités un bel alibi au statu quo : chacun sait que tous les privilégiés d'un secteur mettent en avant les "droits" des plus faibles d'entre eux pour protéger les leurs...

2. L'option pour ces contrats ne serait pas irréversible, ainsi on ménagerait des choix et le mûrissement d'un consensus social pour le statut et la rémunération de ces activités.

Cet exemple montre que notre réflexion a besoin d'être précisée dans divers domaines (prix, choix d'investissements, gestion et jugement de l'entreprise, échanges et implantations extérieures...) pour que l'ED entraîne l'adhésion par la crédibilité de sa mise en œuvre au niveau de la CEE par exemple, et au sein de l'économie mondiale.

G.GAUDFRIN

1. Rappelons que les revenus de cette majorité sont déterminés par les chefs d'entreprise suivant compétences, qualification, qu'ils sont dissociés de l'emploi et inclus dans les coûts d'entreprise suivant ses besoins, que le travail utile et disponible est géré et réparti en commun par les professions, les syndicats, les responsables de formation.

NDLR : Bien que le contrat civique ait été imaginé précisément pour favoriser l'initiative individuelle et l'innovation, en les finançant d'après des critères humains (et non plus la règle que l'argent va à l'argent), il n'y a peut-être pas d'objection primordiale à cette exception... Mais elle n'a pas d'autre objectif que de permettre à certaines activités de demeurer à part, dans une économie de marché censée leur rester propre (dans tous les sens du terme, car je suppose que vous en excluez les dealers de drogue, mais comment ?)... Alors pourquoi cette complication qui impose de maintenir pour eux une seconde monnaie, c'est-à-dire la monnaie actuelle avec tous ses inconvénients, si le contrat civique leur assure dans la transparence le revenu auquel ils prétendent ? Quelle est la raison de cette peur d'un contrat passé publiquement ?

M-L D.

# bloc - notes

## associations et revues

### G.L.E.D

Groupe Liègeois  
pour l'Économie Distributive  
a publié la brochure  
**Muter ou chuter**

(prix 18FB, CCP000 0660548)  
et diffuse livres et journaux  
distributistes en Belgique.

L. Gosset,  
21, rue Charles-Hansez  
4630 MICHEROUX  
BELGIQUE

\*

### G.S.E.D.

Groupe des Salariés  
pour l'Économie Distributive  
11, rue St-Vincent-de-Paul  
13000 MARSEILLE

\*

### ÉVASIONS

publiée par l'Age du Verseau  
"Pour une nouvelle  
conscience planétaire"

J-C. Giroud  
103, Résidence Garderose  
33500 LIBOURNE

\*

### EDEN

Équipes pour la Diffusion  
d'une Économie Nouvelle  
6 bis, rue Berthe-de-Boissieux  
38000 GRENOBLE

\*

### CLUB DE L'AN 2000

L. Gilot  
12/59, rue de Belfort  
92110 CLICHY

\*

### FRAGMENTS - DIFFUSION

lettre associative  
bimestrielle d'alternative  
personnaliste  
8, rue de la Chapelle  
75018 PARIS

\*

### ALTERNATIVE SYNDICALISTE

éditée par le Cercle de réflexions  
et d'Actions Syndicalistes  
38, rue du Stand  
95120 ERMONT

\*

### LE PUBLIPHOBIE

56 bis, rue Escudier  
92100 BOULOGNE

\*

### GAVROCHE

Revue d'histoire populaire  
39-41 rue de la Harpel  
BP872  
27008 ÉVREUX CÉDEX

\*

### TRANSVERSALES Sciences / Culture

21, Bd de Grenelle  
75015 PARIS

\*

### A CONTRE-COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE  
4, rue des Iris  
52100 SAINT-DIZIER

\*

### CITOYENS DU MONDE

15, rue Victor-Duruy  
75015 PARIS

\*

### RÉSISTANCE

À L'AGRESSION PUBLICITAIRE  
61, rue Victor-Hugo  
93500 PANTIN

\*

### UNION PACIFISTE

4, rue L. Hoche  
92100 BOULOGNE

\*



## c o u r r i e r   d e s   l e c t e u r s

**L**a Grande Relève propose vraiment un éclairage différent de celui de la presse traditionnelle. Toutefois les articles sont parfois un peu ardu pour des non-initiés et je crois que c'est une des raisons pour lesquelles votre mensuel et vos propositions ne retiennent pas toujours l'attention.

... Propositions d'actions en cette période électorale :

1. Envoyer vos thèses et propositions à tous les candidats aux présidentielles bien sûr, mais aussi aux partis qui se réclament de la gauche. Je pense notamment au PC qui semble vouloir s'ouvrir enfin si on en juge par les déclarations de R.Hue et F.Lazard entendus au Cirque d'Hiver samedi 11 février. Robert Hue : "On a tiré les enseignements du retard pris dès 1956... nous portons une responsabilité dans la baisse de notre influence..." Francette Lazard : "Le PC n'a plus la présomption de croire qu'il est le seul à détenir la vérité."

Alors c'est le moment de faire des propositions, de leur recommander certaines lectures... Les vôtres bien sûr, mais aussi le livre de Jacques Robin "Changer d'ère" (Ed. du Seuil), livre qui analyse bien l'évolution du monde depuis les premiers hommes, mais surtout depuis l'avènement des TIC. On y trouve aussi l'analyse de plusieurs propositions dont les vôtres.

2. Publier les réponses des candidats dans la Grande Relève et demander à vos lecteurs de se prononcer sur le vote qu'ils pensent effectuer.

S.P., Romainville

Réponse. Le numéro hors-série "L'économie distributive et les transitions" a été rédigé pour résumer nos réflexions et propositions. Il est à la disposition de nos lecteurs qui suivront votre proposition et nous sommes prêts à publier les réponses des candidats dans notre numéro d'avril, pourvu qu'elles nous parviennent **AVANT LE 15 MARS**.

**E**n dépit des blocages, de l'irresponsabilité et de l'inconscience, voire l'incompétence de nos politiques qui mènent au chaos, et malgré le désarroi et l'amertume du peuple dévitalisé, j'espère encore avec vous que les rejaillissements de la pensée de Jacques Duboin trouveront de plus en plus d'échos et de compréhension en 1995 et années suivantes.

M.T., Fécamp

\*\*\*

**T**ous mes vœux vous accompagnent pour votre si nécessaire travail d'éveil d'une population anesthésiée par des lois économiques libérales estimées incontournables et scientifiques ! L'économie n'est en aucune façon une science, puisqu'elle repose sur des conventions préétablies, variables et arbitraires selon les lieux géographiques et les situations. Elle n'est que l'épicerie du monde politique, lui-même reflet d'un rapport de force et non de droit... Mais nous n'en finirions plus d'enfoncer des portes ouvertes ! Toutefois, comme vous le faites remarquer, il y a maintenant quelques signes, ça et là, d'une prise de conscience quant au rapport entre travail et production. Il faudra bien ouvrir les yeux tôt ou tard sur cette réalité en marche : le travail disparaîtra dans sa plus grande partie et, sur la lancée actuelle, si rien n'est fait, on peut tabler sur 5 millions, 6 millions, 20 millions de chômeurs et un nombre de SDF en proportion. Sous cette menace, le capitalisme sera bien contraint de s'adapter et de se trouver des solutions non par humanisme, bien sûr, mais par réalisme : car dès lors, à qui vendre ? A moins qu'il ne nous resserve une fois de plus sa bonne vieille recette tant de fois éprouvée : une guerre salvatrice qui lui accorderait un sursis de plus ! Espérons que vos idées étendent leur influence avant que ces extrêmes n'en viennent à être inévitables. Continuez à enfoncer le clou. Que peut-on faire de plus, hélas !

M.M., Ermont

**V**otre erreur, pardon, c'est de présenter (implicitement) le peuple de gauche comme le bon peuple.. D'abord symboliquement, ce qui est droit, la droiture, c'est ce qui est bien. Ensuite s'il faut faire des classifications autant que ce soit possible, les hommes ne se divisent pas en Phyllum des Droïtales, Famille des Ballarduriacés; des Chiraquiacés, Phyllum des Gauchale, Famille des Socialidacés, des Communistidacés, Phyllum des Hyperdroïtales, Familles des Lepe-nidacés, des Villiersidacés.

J.C. C., Collemiers

\*\*\*

**L**es let's arrivent en France, il y en aurait huit déjà. Un let, c'est une association de personnes qui veulent échanger, troquer entre eux des biens et des services. Le secrétariat envoie tous les mois à chacun la liste de ce que les gens offrent et demandent avec un relevé de leurs comptes. Il n'y a pas d'argent dans ce système. Les gens se paient avec des chèques émis par l'association ou, simplement, l'acheteur donne au vendeur un papier signé sur lequel il précise la somme en francs convertis dans une autre unité (grains de sel par exemple), avec la date et le nom. Les gens envoient au secrétariat leur chèque (ou papier) afin de pouvoir tenir les comptes à jour.

Renseignements : Tél. 61 60 78 88.

\*\*\*

**D**ans une situation très difficile, j'ai été amenée à faire trois chèques rejetés quelques jours avant ma paie. Valeurs des chèques : 540F., 549F., 820F. Au total 1.909F. Je dois payer 3 fois 120F. de timbres fiscaux. Total 360F. Plus 3 fois 140F. de frais de dossier, soit 420F. Au total 780F. Je ne sais pas comment je pourrai vivre le mois prochain. Et je ne parle pas de la honte de ne pas pouvoir payer ce que je croyais un droit de vivre (chauffage, loyer, nourriture).

T.C., St Nazaire

Voici un témoignage qui illustre les beautés de notre civilisation !

# *l'économie distributive en quelques lignes :*

## CONSTATER :

L'homme a toujours cherché à réduire l'effort à fournir pour assurer sa subsistance. Il a d'abord inventé des outils, puis il les a perfectionnés. Lents d'abord, ces progrès ont pris, ces dernières décennies, un caractère exponentiel. Dans les pays industrialisés, l'homme dispose maintenant d'innombrables esclaves mécaniques, électroniques, automatisés, informatisés... Il sait même commander la nature, la modifier, bref, lui faire produire presque tout ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut.

Cette **Grande Relève des Hommes par la Science'** dans tous les processus de production marque un **changement de civilisation**, le plus grand de tous les temps et certainement le plus rapide. Tellement rapide dans les pays industrialisés que les hommes n'ont pas encore pris conscience de sa conséquence majeure :

*le pouvoir d'achat  
ne peut plus être mesuré  
par la durée du travail.*

Surproductions et croissance du chômage, entraînant récession, destructions, exclusions, délinquance, drogues et guerres, sont les manifestations les plus frappantes de l'inadaptation de notre système économique aux transformations des processus de création de biens et de services.

C'est **ce qu'on appelle  
la crise<sup>1</sup>.**

1. Titre de l'un des premiers ouvrages publiés par J. Duboin.

## INVENTER POUR S'ADAPTER

Les transformations sociales, nécessaires pour adapter notre système économique aux nouveaux moyens de création de richesses sont à la mesure de cette révolution sans précédent. Mais pour les imaginer et les mettre en œuvre, il faut aller à l'encontre d'habitudes et de modes de penser millénaires, au risque, évidemment, de passer pour "utopistes".

Notre utopie, c'est l'économie des besoins, ou

**économie distributive,**  
qui pose en principe que  
*toute production  
physiquement et  
écologiquement réalisable  
doit être  
financièrement  
possible.*

*Et quand elle a été réalisée,  
tout citoyen doit avoir  
le pouvoir d'achat nécessaire  
pour en acquérir sa part.*

La fin de l'ère de la rareté des biens et des services est aussi la fin de l'ère de l'échange entre *pouvoir d'achat* et *temps de travail*.

Une double réorganisation s'impose donc :

celle du **devoir économique** et  
celle du **droit économique**  
de tout **citoyen**.

D'une part, **répartir entre tous les tâches encore nécessaires**, dont la durée diminue constamment grâce aux progrès technologiques, et d'autre part, **distribuer le pouvoir d'achat** correspondant globalement à la valeur des biens et des services produits, dont la quantité peut désormais s'accroître si besoin.

## LE SERVICE SOCIAL

Le partage des tâches devient le **service social**, que chaque individu doit accomplir au cours de son existence, selon ses aptitudes et suivant les besoins de la société. Il s'agit là d'une remise en cause de la notion d'emploi. Le "travail" cesse d'être l'activité essentielle de l'homme, qui commande toutes les autres et détermine à vie son "niveau social".

D'autres **activités**, réputées aujourd'hui non rentables, ou non mesurables en termes économiques, mais au moins tout aussi utiles, voire même fondamentales, sont désormais reconnues.

## LE REVENU SOCIAL OU DE CITOYENNETÉ

La distribution du pouvoir d'achat se fait en créditant périodiquement le compte postal, (ou le compte dans une banque "nouveau régime") de chaque citoyen, de sa naissance à sa mort.

Pour effectuer ses achats, chacun dispose d'un carnet de chèques, ou d'une carte à puce s'il préfère, et le montant de l'achat est déduit de son compte. Rien n'est changé pour le consommateur, la vente est enregistré par le vendeur, mais le crédit correspondant est annulé.

## LA MONNAIE DISTRIBUTIVE

Pour distribuer ainsi le pouvoir d'achat il faut une monnaie de type nouveau. Cette monnaie distributive est une **monnaie de consommation** : elle ne sert qu'à acheter, elle **ne circule pas**, elle ne peut pas être placée pour rapporter un intérêt et **elle n'est plus anonyme**. Des paiements à échéance restent toutefois possibles.



Le montant des crédits à distribuer régulièrement (chaque mois par exemple) est un problème informatique analogue (ou même plus simple) à celui que traitent actuellement et en temps réel les milieux boursiers et financiers. Il consiste, en gros, à évaluer, à partir des besoins manifestés par les consommateurs, la production à réaliser pendant une période donnée, en tenant compte des contraintes<sup>2</sup>, des besoins des services publics et des investissements nécessaires.

Le montant total du "**revenu social**" distribué est la différence entre la valeur de la production estimée et celle des investissements nécessaires, pour une période donnée.

Considérant que tous les citoyens d'une même région, puisqu'ils sont, tous et au même titre, co-héritiers des fruits du travail et des recherches qui ont abouti aux moyens actuels de production, J.Duboin proposait un revenu social égal pour tous, autrement dit **l'égalité économique**.

Mais la plupart des gens ne sont pas prêts culturellement à un tel changement, de sorte que cet objectif ne peut être envisagé qu'à long terme.

2. d'environnement, de sauvegarde des ressources, etc.

## LA TRANSITION

Diverses mesures transitoires ont été proposées<sup>3</sup>.

L'*allocation universelle* ou le *revenu d'existence*, minimum alloué à tous, pourrait faire évoluer les mentalités. Mais pour avancer un peu plus vers l'économie des besoins, nous proposons de répartir le pouvoir d'achat sous forme d'un **revenu de citoyenneté**, déterminé à partir d'un **contrat civique**<sup>4</sup> renouvelable et modifiable en fonction des résultats obtenus.

## LE CONTRAT CIVIQUE

Pour stimuler l'initiative individuelle, l'innovation, l'inventivité, tout en tenant compte de la complexité croissante de l'économie, nous avons proposé le contrat civique<sup>5</sup>. Son objectif est de rendre le citoyen autonome et responsable, de lui donner la possibilité de décider de l'orientation de sa vie, de lui laisser l'initiative de ses activités, mais en les faisant reconnaître et valoir, même si elles ne sont pas mesurables suivant les normes

3. voir notre N° hors série de 1992.

4. voir notre N° 901.

5. lire *Les affranchis de l'an 2000*.

économiques traditionnelles. Pour les uns, simple publication de leur rôle dans une entreprise qui existe, pour d'autres, projet plus ou moins ambitieux d'une nouvelle activité, le contrat civique proposé par chaque citoyen (si besoin, aidé et conseillé) doit faire l'objet d'une publicité préalable, puis être présenté à des instances compétentes. Ces instances, les **Conseils Économiques**, devront, selon le principe de *subsidiarité*, être celles qui correspondent au niveau adapté à l'envergure du projet; elles seront composées d'élus, de représentants des professionnels concernés et, au moins pour moitié, de citoyens y siégeant temporairement, à titre personnel, comme "usagers".

La **démocratie économique** sera enfin réalisée par la remise à ces conseils du **pouvoir de création monétaire**, (qui sera donc retiré aux banques de crédit qui en usent aujourd'hui de façon arbitraire), y compris pour financer les investissements nécessaires aux entreprises, qui devront leur en rendre compte.

Quelques ouvrages<sup>6</sup> permettant d'approfondir la réflexion sur ces propositions sont disponibles, et le mensuel *La Grande Relève* a une tribune libre pour en débattre.

M-L D

6. consulter la liste de nos publications dans *La Grande Relève*.

*Bref, le résumé de notre résumé,*

*c'est la SNCF qui l'a formulé avec ce slogan :*

*Le progrès ne vaut  
que s'il est partagé entre tous.*